Aux origines de la violence islamiste en Algérie : à propos de quelques tentatives d'approche

Hassan Remaoun

Le terrorisme se réclamant d'une légitimité islamiste aura depuis une décennie notamment (1992-2002) marqué l'Algérie de façon indélébile, ceci par une atrocité qui dépasse l'imaginable, et une répression il est vrai sans merci, au point où un travail de propagande habilement mené a parfois pu semer la confusion à propos des véritables bourreaux en manipulant des pans de l'opinion publique à travers l'indécente question (réponse) « qui tue qui ? ». Décrire ce processus d'ensemble ne relèvera cependant pas de notre propos ici, lequel portera en premier lieu sur les analyses explicatives avancées à propos de ce phénomène.

L'hypothèse que nous essaierons de développer est : si certaines thèses qui ont été avancées peuvent contribuer à éclairer les origines d'un pareil fait social, elles sont chacune prise isolément, à travers une approche de type moniste, incapables de rendre compte d'une situation elle-même provoquée par une conjoncture complexe et qui nécessite des investigations plus profondes. De manière plus formalisée, nous pouvons remarquer que l'explication par le monisme peut faire appel au passé historique de l'Algérie, au fonctionnement actuel de l'État national et de la société (de 1962 à nos jours) ou encore au contexte international.

Les explications se référant au passé historique

La référence au passé de l'Algérie est souvent convoquée pour éclairer les horreurs du présent et différents arguments sont à ce propos avancés. On en citera trois qui sont plus ou moins redondants.

-La culture patriarcale et la théorie de la segmentarité sont parfois présentées comme des invariants de la société algérienne. Héritées des périodes les plus reculées, elles sont censées constituer la principale entrave à l'émergence de nouveaux rapports dans le pays Fondés sur un contrat social et une véritable citoyenneté tels que définis par la philosophie politique classique. L'État de nature tel que supposé dans les écrits de Thomas Hobbes par exemple et marqué par l'insécurité et la guerre perpétuelles, caractériserait à la limite la société algérienne actuelle.

-Sans se référer explicitement à une pareille théorie, certains auteurs mettront par ailleurs l'accent sur la permanence des manifestations de violence dans le pays. On remontera à ce propos à la Guerre de libération, à la colonisation et plus loin encore à la période pré-coloniale. Ainsi aurait été rendue possible « l'accumulation historique d'un savoir-faire en matière de gestion de la dissidence armée », la violence faisant « partie intégrante de la culture de l'Algérie depuis fort longtemps » et ce d'autant plus que « Depuis le XVIe siècle Ottoman, le pays est toujours resté une société militaire ».

-L'histoire est de même invoquée pour expliquer l'émergence de l'islamisme trop vite assimilé au référent identitaire religieux et culturel qui caractérise les populations du Monde musulman. Après le combat qui aurait mené aux indépendances politiques, puis l'ère des nationalisations qui ont touché l'économie, le phénomène islamiste, constituerait en quelque sorte « le troisième étage de la fusée décolonisation »[6], celui qui permettrait de mener à la libération idéologique par un retour en force à une identité héritée des ancêtres. Il constituerait de même l'effet d'une sorte de rejet d'un type d'État importé d'Occident via la colonisation, et dont la greffe se serait avérée problématique en terre musulmane.[7]

-Il ne s'agira nullement pour nous de contester ici l'éclairage que peuvent apporter ces différentes approches à la situation algérienne. Appréhendées isolément et sans la prise en ligne de compte d'autres déterminants, elles peuvent s'avérer caduques parce que généralisables à toutes les sociétés humaines[1]. Parmi ces dernières, il est difficile de trouver celles dans un passé même parfois assez récent, qui n'ont pas été marquées par des rapports de segmentarité et de violence, ou même de transformations plus ou moins acceptées ou subies dans les domaines identitaire et structurel. Entre les différentes périodes du passé, et celles-ci et le présent, il peut certes y avoir des éléments de continuité « mais en aucun cas une filiation marquée par la fatalité », ce qui nous ferait retomber dans l'explication téléologique et le mythe de l'éternel recommencement.

Les approches qui s'appuient sur le fonctionnement de l'État national et de la société depuis 1962

Il existe de même un certain nombre d'approches de la violence actuelle en Algérie qui ciblent en premier lieu le fonctionnement de la société et de l'État algérien dans leur facture actuelle, c'est-à-dire depuis l'indépendance du pays (en 1962) et jusqu'à nos jours.

Parmi les arguments redondants, on pourra citer un comportement despotique de l'État national, longtemps marqué par le système du parti unique et l'hégémonie de l'armée sur l'État et la société. Il existe à ce propos une littérature abondante aussi bien antérieure que postérieure à 1992[2], et qui vise à accuser l'État et les pouvoirs publics d'être à la source de l'essentiel des violences en Algérie.

Ainsi, pour certains, « Le GIA n'existe pas » ou ne constituerait que « des maquis … de l'armée » ou encore des « groupes activistes indépendants … issus des nécessités d'une auto défense des quartiers populaires soumis à un harcèlement militaire et policier ».

L'État est mis en accusation aussi à propos de la corruption qui caractériserait la société algérienne depuis les années 1980 et ses lots d'injustice sociale et paupérisation, la violence terroriste ne constituant qu'une réaction à ce contexte d'ensemble. D'autres auteurs enfin, et sans aller aussi jusqu'à attribuer à l'État national et aux forces de sécurité les crimes terroristes, considèrent que leur responsabilité est grande dans la diffusion en Algérie de l'idéologie islamiste, à travers ses tentatives d'instrumentalisation, voire de manipulation du sentiment religieux. Ceci transparaîtrait à travers sa gestion des lieux de culte, et de l'école qui auraient fini par constituer un terreau favorable à l'islamisme, les politiques institutionnelles dans le domaine de la mémoire collective et sur le plan linguistique et même démographique faisant le reste[3].

Ces différentes approches ont la prétention de s'appuyer en premier lieu sur des analyses traitant de la société algérienne dans son état actuel et peuvent être à plus d'un titre fécondes, surtout lorsqu'elles évitent la perception unilatérale et le plaidoyer Pro Domo qui peut aller jusqu'à nier certes les responsabilités de l'État dans sa gestion de la société, mais encore celles des islamistes qui pratiquent ou encouragent idéologiquement le terrorisme.

C'est le cas lorsqu'on cherche à tout prix à légitimer les actions les plus odieuses ou à blanchir les auteurs par le « brouillage » des pistes des assassinats et massacres à travers le « qui tue qui ? » servi à toutes les sauces. La manipulation des faits et la désinformation ont d'ailleurs largement caractérisé la décennie écoulée, et des personnalités des plus critiques s'y sont souvent laissées prendre. L'explication par les causes internes ne peut en tout état de cause qu'être partielle s'il n'y a pas articulation entre « dynamiques locales et dynamiques globales » (en nous référant à Maxime Rodinson).

Les explications par le contexte international

La référence au contexte international est de même largement sollicitée pour tenter de déceler les origines de la crise traversée par l'Algérie. Rachid Tlemçani notera à ce propos : «C'est au carrefour de causalités multiples que se tient réellement l'explication de l'émergence et du développement de la violence politique dans lesquels les facteurs exogènes (la dynamique des rapports de force internationaux), au risque de verser dans les absurdités de la thèse du complot, ont été plus déterminants que les facteurs endogènes (culture paysanne archaïque). En effet, la thèse du facteur international peut-être corroborée par toute une série de faits apparus à la veille de la crise qui prend forme entre les émeutes d'octobre 1988 et l'interruption du second tour des élections législatives en janvier 1992. Nous pouvons citer à ce propos l'effondrement du cours mondial des hydrocarbures (à partir de 1986) d'où provenaient les principaux revenus du pays en devises fortes, ainsi que les changements intervenus en Europe de l'Est et dans l'ancienne URSS (entre la fin des années 1980 et le début des années 1990), auxquels l'Algérie était liée par un certain nombre d'accords et de relations, ainsi que par une ressemblance avec le système politique qui était en place.

Les effets de ce qu'on appelle communément la globalisation (ou mondialisation) avec l'émergence d'un monde unipolaire vont d'ailleurs aggraver la situation économique dans le pays avec les graves retombées sociales et politiques que l'on connaît. L'islamisme qui constitue lui-même un phénomène international et déjà actif dans un certain nombre de pays et qui en Algérie comme dans tout le reste du Monde musulman était en gestation, va d'ailleurs à la même période émerger en force en algérie au point de dominer l'actualité politique du pays. Les islamistes, dont un des leaders Bouyali avait déjà organisé un maquis (dans l'Algérois) durant les années 1980, c'est-à-dire au moment où les Américains soutenaient la lutte anti-soviétique en Afghanistan, vont d'ailleurs par l'intermédiaire d'anciens volontaires Algériens dans ce pays intervenir le 10 octobre 1988 [guidés par Ali Benhadj] à partir de la Mosquée « Kaboul » de Belcourt (Alger), pour négocier avec un pouvoir complaisant en lieu et place des jeunes qui avaient été les acteurs premiers du Mouvement de 1988. La voie était toute tracée à la fondation (le 10 mars 1989) puis la légalisation du Front islamique du salut (FIS) et les événements qui s'en suivront[4].

Le facteur international constitue donc bien un élément d'explication de la situation vécue en Algérie depuis une décennie, mais sans rendre compte à lui seul de la crise et du fait qu'elle ait pu prendre une si grande ampleur. Il faut donc comme le précise Rachid Tlemçani lui-même en rechercher les spécificités «au carrefour de causalités multiples».

Le terrorisme islamiste, un phénomène aux origines complexes

Le terrorisme apparaît donc comme un phénomène « au carrefour de causalités multiples » et dont l'explication comme pour tout ce qui relève du complexe suppose la prise en compte de niveaux d'organisation aussi divers que ceux des communautés, des États, du marché et de « la société mondiale en voie de constitution »[5]. En ce qui concerne le Monde musulman, il faudra intégrer à ce schéma des caractéristiques plus précises encore, telles les spécificités ici des rapports Nord-Sud dans un contexte de télescopage sur un même moment historique de Révolutions intellectuelles et sociales qui en Occident ont eu tout le temps de se succéder au cours des quatre ou cinq derniers siècles[6].

La crise des nationalismes et de l'État-nation et la profonde acculturation au contact de l'Occident d'un fondamentalisme islamiste qui aspirait à prendre leur relève[19], surtout après le reflux des projets socialisants et l'euphorie de l'effondrement soviétique, contribuent d'ailleurs à l'éclairage du tableau d'ensemble. Il faudra cependant s'attarder encore sur les spécificités en Algérie de ce processus pris dans sa globalité. Pourquoi ici le terrorisme islamiste a t-il pris une si grande ampleur, se déployant dans toute son horreur?

L'Algérie est sans doute le pays arabo-musulman qui a été le plus marqué par le choc colonial avec un niveau de déstructuration inconnu ailleurs (peut-être en dehors de la Palestine), et ce dans un contexte de violence extrême aussi bien physique que symbolique.

L'expropriation au XIXe siècle de la masse des producteurs agraires appuyée notamment par tout un dispositif juridique (dont le Sénatus-consulte de 1863, la loi Warnier de 1873 et le Code de l'indigénat) et leur paupérisation allait épuiser le potentiel de résistance de la société traditionnelle avec notamment ses réseaux confériques et tribaux qui sont condamnés à la marginalisation (d'où la fin des grandes insurrections comme celles dirigées par l'Émir Abdelkader, El Haddad et Mokrani ou Bouamama). À la lisière des XIXe et XXe siècles, la société algérienne, fortement perturbée par la pénétration du capitalisme colonial et la pression d'un fort peuplement d'origine européenne, et démunie de tout véritable projet d'industrialisation susceptible de créer des emplois pour l'excédent de population dans les campagnes, est à la recherche de nouveaux débouchés de subsistance et de repères existentiels. On sait l'impact qu'aura à ce propos

l'ouverture de l'émigration en France à partir de la Première Guerre mondiale. La création de l'Étoile nord-africaine (ENA), en 1926, suivie de celle d'autres organisations en Algérie même, allait donner sa physionomie particulière au nationalisme algérien. Le Mouvement national, confronté au refus colonial de toute velléité de réforme du système de domination, va voir triompher en son sein sa fraction radicale qui sera à l'origine de la création du FLN et de l'insurrection du 1er novembre 1954.

On sait ainsi que l'indépendance du pays ne sera arrachée en 1962 qu'à la suite d'une guerre particulièrement destructrice et méme meurtrière[7]. Cette histoire coloniale particulièrement marquée par la violence allait marquer les mémoires de nombreuses générations.Paradoxalement cependant, la génération qui va pourvoir en effectifs le terrorisme islamiste et mis à part quelques leaders, n'a pas connu cette expérience coloniale. Elle a tout au contraire émergé dans le cadre de l'État national.

L'État national et la mouvance islamiste

On a déjà vu comment dans le contexte des années 1970 et 1980, l'islamisme politique aspirait partout dans le Monde arabe et musulman à se substituer à un nationalisme jusque-là dominant, mais en voie d'essoufflement. En Algérie, la même tendance s'exprimera pourtant de façon aussi spécifique que l'avait été la colonisation du pays. L'État national, qui voit le jour ici en 1962, va puiser sa légitimation à la fois dans l'histoire, celle de la Guerre de libération nationale notamment, et dans une politique sociale caractérisée par une large redistribution des ressources économiques rendues possibles par la rente pétrolière. Un véritable consensus national a pu donc pour l'essentiel fonctionner entre les années 1960 et une partie des années 1980, et le pouvoir politique en avait largement bénéficié malgré sa nature autoritaire et le système du parti unique[8].

La fin des années 1980 va cependant être marquée par des éléments de rupture, dont des événements tels l'effondrement du cours des hydrocarbures en 1986, les Événements d'octobre 1988, puis la montée du Front islamique du salut (FIS) à partir de 1989-1990, ainsi que l'interruption du processus électoral en décembre 1991-janvier 1992 et l'exacerbation de la flambée terroriste[9], allaient constituer autant de repères dans le déroulement chronologique.

En fait, les effets conjugués de l'effondrement du cours des hydrocarbures et de la pression démographique (pour une population totale dont le nombre a plus que triplé depuis 1962), allaient pousser au désengagement de l'État sur le plan de la politique économique et sociale, induisant une paupérisation de larges franges de la population et la montée du chômage à un taux officiel qui tourne autour de 30 %, ce taux étant largement dépassé chez les plus jeunes. Les jeunes qui n'auront plus accès au niveau de vie que leurs parents avaient acquis durant les premières décennies de l'indépendance vont ainsi vivre une véritable frustration et tourner leur mécontentement contre l'État et la société accusés de tous les maux et de toutes les injustices. Dans le même moment d'ailleurs, les conditions d'une économie de bazar, allaient être créées, se transformant avec le terrorisme en économie de racket accentuée par l'action des réseaux internationaux qui, sous forme « d'impôt islamique » et de quêtes en Occident, au Moyen-Orient ou ailleurs et de prélèvements divers allaient permettre de grosses accumulations de richesses.

Par ailleurs la légitimation de l'État national par l'histoire n'avait plus de prise sur les jeunes générations qui non seulement n'avaient pas directement connu l'épopée de la guerre de libération nationale, mais étaient le plus sous l'effet de l'occultation-déformation de tout ce qui avait caractérisé l'Algérie durant la période coloniale et en premier lieu le Mouvement national.

Le peu d'histoire qu'ils avaient ingurgité à l'école ou ailleurs et dispensé sur le modèle de l'héroïsme guerrier pouvait laisser supposer chez nombre d'entre eux que le changement social et donc l'issue à la crise ne pouvaient résulter que d'interventions qui useraient de la violence[10].

Les manipulations identitaires opérées depuis l'indépendance sous les auspices de l'État national et dans un contexte de massification de l'enseignement se sont traduites par un recul de la pensée critique et la diffusion d'une religiosité dévote, dont allaient profiter les islamistes algériens ou ceux venus d'autres pays arabes et qui avaient largement investi le système éducatif[11]. On comprend ainsi la facilité avec laquelle les réseaux islamistes ont pu recruter en Algérie, et notamment les fameux volontaires pour la guerre d'Afghanistan et dont un grand nombre sera reversé dans les maquis terroristes dans leur propre pays.

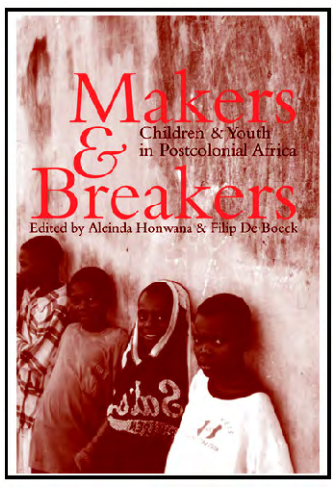
Terrorisme islamiste, émergence de la citoyenneté et solidarité mondiale

Si le phénomène terroriste apparaît en Algérie à la convergence de causalités multiples, il rappelle par les horreurs dont il a été porteur, d'autres péripéties de l'histoire de l'humanité, ceux qui en d'autres lieux notamment avaient été suscités par ce que la mémoire collective a retenu sous l'appellation de guerres de religions. Le contexte de notre époque et ses implications sociales et idéologiques sont sans doute assez différents de ceux qu'ils étaient par exemple à la fin du Moyen-Âge européen et à l'époque de la Réforme religieuse qui avait caractérisé le christianisme en Europe. Mais le problème de l'aggiornamento de l'islam, c'est-à-dire de son adaptation au Monde moderne et au processus d'émergence de sujets autonomes, se pose avec autant de force et sans doute encore plus d'urgence qu'auparavant. Plus que jamais, la culture démocratique doit faire partie intégrante du paysage du Monde musulman et c'est là le véritable enjeu induit par la crise algérienne.

L'État national qui a su offrir une nationalité à des Algériens jusque-là déchirés entre les statuts de croyants tournés vers la Ummah islamique et de sujets coloniaux, doit faire encore plus en s'érigeant en véritable État de droit garant du principe de citoyenneté pour tous et sans discrimination aucune, notamment entre les sexes. Les entraves à la justice sociale, surtout dans un contexte de mondialisation traumatisante et non véritablement assumée dans les pays du Sud de la planète, continueront cependant durant long-temps à contrecarrer un pareil projet. En fait, si c'est en Algérie que le terrorisme s'est exprimé depuis une décennie avec un maximum d'horreur, il apparaît de plus en plus que les voies et moyens pouvant mener à son dépassement doivent relever d'interventions diverses et supposant en dernier lieu l'affirmation d'une mobilisation mondiale orientée plus dans le sens d'une solidarité effective que de la préservation des anciens rapports de manipulation et de domination.

Notes

1. À moins que de considérer avec l'École d'Alger (période coloniale) que le Nord africain et notamment les Algériens sont caractérisées par «une impulsivité criminelle». Frantz Fanon écrivait à ce propos dans *Les damnés de la terre:* «L'Algérien vous dira-t-on a besoin de sentir le chaud du sang, de baigner dans le sang de la victime».
2. Reporters sans frontière et les éditions La Découverte se sont spécialisés dans ce genre d'écrits.
3. Sur toutes ces questions il existe une multitude d'ouvrages et d'articles publiés dans les revues et dans la presse. Pour ce qui est des questions identitaires on pourra se référer notamment à l'ouvrage collectif, *Elites et question identitaires* (Réflexions, Éditions Casbah, Alger, 1997).
4. Différents ouvrages traitent de la période de la montée du FIS. On pourra signaler notamment ceux de Amine Touati, *Algérie, les islamistes à l'assaut du pouvoir.*
5. Jacques Levy, « Du monde à l'individu. La complexité dans les sciences sociales » in *Sciences humaines,* n°47 (février 1995). On pourra se référer aussi dans le même numéro à la contribution d'Edgar Morin.
6. Hans Tütsch recense à ce propos le Eres de la Renaissance et de la Réforme religieuse entre les XVe et XVIe siècles, de la Contre-réforme, des Lumières et la fin du libéralisme et du socialisme. Cf. *Faces of Arab Nationalism* (Wayne University Press, Michigan, 1965).
7. Il existe une abondante bibliographie qui traite de l'histoire de l'Algérie depuis la colonisation qui commence en 1830 jusqu'à l'indépendance du pays en 1962. Je ne m'y attarderai pas ici.
8. On pourra à propos de cette période se référer aux remarques de Ali El-Kenz, in *L'Algérie et la modernité* (CODESRIA, Dakar, 1989). Cf. aussi notre intervention au colloque organisé par le RCD les 2 et 3 décembre 1999, et dont les actes ont été publiés sous le titre: Paix, Démocratie et Droit de l'homme, Algérie 2000.
9. On ne reviendra pas ici sur la flambée terroriste durant la décennie écoulée. On pourra cependant se référer aux ouvrages récents de Lies Boukra, *L'islam mondialisé*, Paris, Le Seuil, 2002 ; Hassane Zerrouky : *La nébuleuse islamique en France et en Algérie* (Edition 1 Paris 2002)
10. Cf. à ce propos Hassan Remaoun, « La question de l'histoire dans le débat sur la violence en Algérie », *Insaniyat,* n°10, (janvier-février 2000).
11. Hassan Remaoun, « École, histoire et enjeux institutionnels dans l'Algérie indépendante » in *Les temps modernes* (janvier-février 1995) et Collectif, *Élites et question identitaires,* Réflexions, Casabah-Editions, Alger 1997.



Published April 2005; 256 pages;
ISBN 2-86978-156-9; index;
Africa $20.00 ; Elsewhere £16.95

Makers and Breakers: Children & Youth in Postcolonial Africa

Edited by Alcinda Honwana & Filip De Boeck

- The problem of youth is of the great challenges of the twenty-first century
- In Africa youth are portrayed as perpetrators and victims in civil conflict, leaders and led in political and religious movements, innovators and dupes in globalized culture
- This collection navigates through stereotypes of 'victim' and 'perpetrator', taking on themes of youth agency and the constructed nature of youth as a social category
- It presents a new portrait of youth encompassing transition to a socially recognized adulthood, and an identity with its own social and cultural forms

Alcinda Honwana is Program Director at the Social Science Research Council, New York; **Filip De Boeck** is Chair of the Department of Social and Cultural Anthropology at the Catholic University of Leuven and Director of the Africa Research Center.

James Currey
www.jamescurrey.co.uk

Codesria
www.codesria.org

Africa World Press
www.africanworld.com